



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 401 – 28 mai 2021

❖ Régional

95 Mds FCFA de prêts de la BOAD pour le financement de quatre projets de développement

Le conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), réuni le 26 mai 2021, a approuvé [quatre propositions de financement pour un montant global de 95 Mds FCFA \(145,4 M EUR\)](#) : (i) 20 Mds FCFA (30,6 M EUR) pour le financement des travaux dans la ville de Parakou (Bénin) du Programme d'assainissement pluvial des villes secondaires (PAPVS) ; (ii) 30 Mds FCFA (46 M EUR) destinés à la construction et au bitumage de la Route Régionale N°11 Kolinka-Fara-Poura au Burkina Faso ; (iii) 25 Mds FCFA (38,2 M EUR) pour la réhabilitation et l'extension de l'aéroport de Diffa, au Niger et (iv) 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) pour la création et l'exploitation d'un parc industriel et logistique de 132 ha à Adétikopé par la société Platform Industrial Adétikopè (PIA) au Togo. Par ailleurs, le conseil a également approuvé (i) le réaménagement des conditions du prêt de la BOAD pour le financement du projet de construction d'un hôtel par la Société Chain Hotel Abidjan (CHA) en Côte d'Ivoire et (ii) la mise en place d'une ligne de crédit, d'un montant de 27,2 Mds FCFA (41,6 M EUR), de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) à la BOAD, pour le financement des opérations de court terme.

LE CHIFFRE À RETENIR

1,2

Millions de déplacés internes au Burkina Faso, d'après la CONASUR.

La SFI octroie deux prêts à Addax Energy pour soutenir les importations de produits pétroliers en Afrique de l'Ouest

Le 20 mai 2021, [la Société financière internationale \(SFI\) a participé au financement de deux facilités de crédit, structurées par la Société Générale, au profit de la société de distribution d'hydrocarbures Addax Energy](#). La première facilité porte sur un montant de 20 M USD et s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale d'un montant total de 230 M USD. Elle aidera Addax à financer l'importation de produits pétroliers au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Sierra Leone ainsi que leur distribution au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée, au Mali et au Niger. La deuxième facilité concerne un financement de 40 M USD et appuiera Addax pour l'importation et le transport de produits pétroliers en Mauritanie pour les années 2021 et 2022. Addax est la branche commerciale du groupe suisse Oryx Energies S.A. qui est présent à travers ses filiales dans 17 pays d'Afrique subsaharienne.

La BID et la BADEA signent un accord de cofinancement

[La Banque Islamique de Développement \(BID\) et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique \(BADEA\) ont signé, le 25 mai, un accord de collaboration pour le financement de projets sur le continent africain.](#)

Durant les 10 dernières années, les 2 institutions ont financé séparément plus d'une douzaine de projets en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Gambie, en Sierra Leone, au Mali, au Sénégal, au Niger et au Togo. A travers cet accord, qui s'étirera sur la période 2021-2024, la BID et la BADEA vont œuvrer conjointement pour, entre autres : (i) une meilleure intégration de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales ; (ii) le développement du secteur privé ; (iii) le financement et la promotion du commerce ; (iv) la promotion des investissements.

Bénin

[140 M EUR de la BEI pour la riposte à la crise COVID-19 et pour le projet d'assainissement pluvial des villes](#)

Le Bénin et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont procédé le 20 mai 2021 à la [signature de deux contrats de financements d'un montant total de 91,6 Mds FCFA](#) (140 M EUR). Le premier contrat porte sur un financement à hauteur de 72,1 Mds FCFA (110 M EUR), destiné au [Projet d'assainissement pluvial des villes du Bénin](#). Ce projet comprend (i) la réhabilitation et l'extension d'infrastructures de drainage existantes, (ii) la réalisation de nouveaux ouvrages permettant d'éviter les inondations et (iii) le pavage des voiries de passage des bordures et caniveaux latéraux. Le projet doit être conduit dans 8 villes du pays et la BEI financera les travaux dans deux villes : Abome Calavi et SèmèPodji. Le second contrat concerne, quant à lui, un financement de 19,6 Mds FCFA (30 M EUR), destiné à soutenir la stratégie de riposte sanitaire à la crise de la COVID-19.

Burkina Faso

[1,2 M personnes déplacées internes au 30 avril 2021](#)

Selon les derniers chiffres du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), le Burkina Faso enregistre [1,2 M](#) de personnes déplacées internes (PDI) au 30 avril 2021 : [53% sont des femmes et 55% des enfants ont moins de 15 ans](#). La région du centre-nord enregistre le plus grand nombre de PDI avec 467 738 personnes. La situation a entraîné la fermeture de 76 centres de santé et 2 227 écoles. Les conditions d'accès à l'eau se détériorent également, notamment, dans la région du Sahel où les femmes et les filles doivent parcourir des distances de plus en plus importantes pour s'approvisionner en eau. Les projections indiquent que près de 2,9 M de personnes auront besoin d'assistance alimentaire au Burkina Faso dans les mois à venir, dont 344 000 de manière urgente, contre 2 M actuellement.

[Mise en place d'un projet de gouvernance locale et de cohésion sociale](#)

Initié en partenariat entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le gouvernement des Pays-Bas et celui du Burkina Faso, [le projet « Gouvernance Locale et Cohésion Sociale » \(GolCos\)](#) a pour but de favoriser une gouvernance plus inclusive et participative dans 85 communes burkinabè. Il sera doté d'un budget de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR) et s'étendra sur 3 ans avec pour objectif (i) la mise en place d'une politique de décentralisation, (ii) l'amélioration de la qualité et accessibilité de l'offre des services publics locaux, et enfin, (iii) le développement de la gestion communale et le renforcement de la participation citoyenne

📍 Côte d'Ivoire

Bonne mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} trimestre 2021

Selon un [communiqué](#) du gouvernement, au premier trimestre de l'année 2021, l'exécution du budget de l'Etat a été caractérisée par une mobilisation satisfaisante des recettes fiscales et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses. En effet, les ressources mobilisées à fin mars 2021, s'élèvent à 2 190 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 97,9%, dont 1 051 Mds FCFA (1,6 Md EUR) au titre des recettes fiscales. Les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de 1 400,3 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) à fin mars 2021, soit un taux d'exécution de 86,2%. Ces dépenses comprennent entre autres les dépenses d'investissement exécutées à hauteur de 239,5 Mds FCFA (365,1 M EUR), soit 59,7% des prévisions, ainsi que les dépenses de lutte contre la pauvreté qui se sont établies à 558,7 Mds FCFA (851,7 M EUR), soit un taux d'exécution de 102,2%. Pour rappel, le déficit budgétaire annuel pour l'année 2021 est attendu à 4,6% du PIB.

20% des exportations de fèves de café-cacao désormais destinées aux entreprises ivoiriennes

Le gouvernement a annoncé, le 26 mai, [l'attribution désormais de 20% des exportations de fèves de cacao aux exportateurs et aux transformateurs ivoiriens](#). Les multinationales du secteur implantées en Côte d'Ivoire (Cargill, SucDen, Olam, Barry Callebaut, Touton et Ecom) devront désormais céder 20% du volume de tout contrat de déblocage aux entreprises ivoiriennes. L'objectif est de soutenir les acteurs nationaux et de pérenniser leur activité. Depuis la chute des cours mondiaux du cacao en 2016, les opérateurs ivoiriens du secteur ont connu de fortes difficultés, engendrant la disparition de plus de 50% d'entre eux. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves de cacao, avec 2,1 M tonnes lors de la

campagne 2019/2020, soit 45% de la production mondiale.

Lancement des travaux de construction du Port sec de Ferkessédougou

Le gouvernement a procédé, le 21 mai 2021, au [lancement des travaux du projet de construction du Port sec de Ferkessédougou](#) (ville située à 614 km au Nord d'Abidjan). D'une superficie de 732 ha, il comprendra, entre autres, des bureaux, des entrepôts logistiques, un dépôt d'hydrocarbures, des réservoirs spécialisés, un marché à bétail et des équipements de sécurité et d'exploitation. Prévus pour être livrés à fin 2023, cette infrastructure devrait fluidifier les échanges entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger), notamment en contribuant au désengorgement du Port Autonome d'Abidjan. Le montant total des investissements est estimé à 254,2 Mds FCFA (387 M EUR). Le contrat pour la construction a été octroyé au groupe chinois Complant (China National Complete Plant Import Export Corporation) et la gestion du port sera confiée à un concessionnaire privé.

Colas remporte deux contrats routiers d'un montant total de 180 M EUR

Selon un [communiqué de presse](#) publié le 25 mai 2021, Colas Afrique a remporté deux contrats en Côte d'Ivoire pour un montant total de 180 M EUR. Le premier contrat, d'un coût de 157 M EUR, porte sur (i) l'aménagement et le renforcement de la route de l'est entre Bondoukou et Takikro, et (ii) la construction de quatre ouvrages d'art. Le second concerne la réalisation de travaux de voiries et de réseaux dans les villes traversées par la route pour un montant de 23 M EUR. L'achèvement des travaux est prévu en 2023. Pour rappel, Colas a déjà travaillé sur le renforcement de la route du nord entre Bouaké et Ferkessédougou, achevé en 2020.

Gambie

Conclusion de la 2^{ème} revue de l'accord FEC avec le FMI et décaissement de 14,4 M USD

Le 27 mai 2021, [le FMI a achevé la 2^{ème} revue au titre de l'accord de Facilité élargie de crédit \(FEC\) et a autorisé le décaissement d'environ 14,4 M USD en faveur de la Gambie](#) pour soutenir la reprise post-pandémique. La 2^{ème} vague de la pandémie a freiné l'activité économique du pays, la croissance estimée étant nulle en 2020. Le secteur du tourisme a été durement touché alors que les secteurs de l'agriculture et de la construction ont fait preuve de résilience. Les réserves internationales se sont accrues pour atteindre 4,7 mois d'importations à fin 2020. En 2021, la croissance économique devrait rebondir à 4,9%, soutenue par le déploiement des vaccins et la résilience de certains secteurs. L'inflation s'est située à 7,4% en mars 2021 en g.a. Le déficit budgétaire s'établirait à 4% du PIB en 2021 tandis que la dette publique est projetée à 76,7% du PIB pour la même année. Les autorités sont parvenues à maintenir une bonne performance du programme et une stabilité macroéconomique malgré la crise. Elles ont assoupli leurs politiques budgétaire et monétaire afin de répondre aux besoins urgents posés par la crise, tout en restant dans les limites du programme.

Guinée

Stabilisation de l'inflation en g.a. en avril

Selon l'Institut national de la statistique, le [taux d'inflation en avril 2021](#) s'est établi à +12,4% en glissement annuel (g.a.), après +12,3% le mois précédent. L'inflation a été notamment portée par les prix des produits alimentaires (+16,1% en g.a.), dont la viande (+20,4%), le poisson (+20,6%) et les légumes (+22,5%). Selon les projections de la Banque centrale de la République de Guinée, le taux d'inflation devrait se situer à 12,8% en moyenne au deuxième trimestre 2021.

Le secteur minier a maintenu sa bonne dynamique au 1^{er} trimestre 2021

Selon un [bulletin de l'institut national de la statistique](#), les exportations minières de la Guinée sont globalement en hausse au terme du premier trimestre 2021 comparativement à la même période l'an dernier. Les exportations d'or ont plus que doublé (+118,7% en g.a.) pour atteindre à 15,3 T et les exportations de la bauxite ont progressé de 5% pour s'établir à 22,1 M T. En revanche, les exportations d'alumine ont baissé de 6% pour se situer à 119,1 K T.

Financement de 65 M USD de la Banque mondiale pour la gestion des ressources naturelles

Le 26 mai 2021, [la Banque mondiale a approuvé un financement de 65 M USD pour le projet de gestion des ressources naturelles, des mines et de l'environnement](#) en Guinée. Les activités se concentreront sur la gestion de l'environnement et l'assistance technique pour un développement durable du secteur. Pour rappel, [malgré l'impact de la pandémie à COVID-19, le taux de croissance économique de la Guinée a atteint 7% en 2020, grâce à son secteur minier en plein essor](#). L'exploitation minière contribuerait à hauteur de 35% au PIB, selon la Banque mondiale.

Remise officielle par la Banque mondiale de plusieurs infrastructures de pêche artisanale

Le 21 mai 2021, la Banque mondiale, à travers le Projet sous Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest ([PRAO/Guinée](#)), a procédé à [la remise officielle de plusieurs infrastructures de développement de la pêche artisanale](#) réalisées au débarcadère de KouKoudé, dans la Préfecture de Boffa. Le débarcadère moderne comprend des centres de lavage et tri, d'exposition de poissons, de fumoirs, un centre informatique équipé, une crèche pour la petite enfance et un poste de police.

Guinée-Bissau

Signature d'un accord de conversion de dette avec l'Espagne

[Un accord de conversion de dette a été signé entre la Guinée Bissau et l'Espagne](#) le 25 mai, dans le cadre de la visite de la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères espagnole à Bissau. Cet accord porte sur un montant global de dettes de 12 M USD, contractées en 1988, 1991, 1994 et 2002. De ce montant, 5,5 M USD seront annulés au titre de l'initiative PPTTE (Initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés) et 6,7 M USD seront octroyés au PAM (Programme Alimentaire Mondial) pour le soutien du programme nutritionnel du pays sur 8 ans, qui prévoit notamment le financement de cantines scolaires.

Libéria

Prévision de croissance à 3,6% pour 2021 et maintien du taux directeur de la Banque centrale

Selon [le communiqué du comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Libéria \(BCL\)](#) qui s'est tenu les 19 et 20 mai 2021, le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 3,6% en 2021 (contre -3% pour 2020). Ce rebond s'explique notamment par la contribution positive du secteur minier (+4,6%, notamment à travers la production d'or), du secteur des services (+3,8%), du secteur de l'agriculture et de la pêche (+3,4%), du secteur manufacturier (+3,3%) et du secteur forestier (+2%). Par ailleurs, le déficit de la balance commerciale s'est sensiblement réduit à 1,7% du PIB au 1^{er} trimestre 2021 (contre -4% au trimestre précédent) grâce à une hausse de 33% des recettes d'exportation sur la période. Les pressions inflationnistes s'affaiblissent mais demeurent fortes, à 11,1% en moyenne au 1^{er} trimestre 2021, contre 12,5% le trimestre précédent ; pour rappel, sur l'année, le FMI table sur une inflation à 10,9% en 2021. Dans

ce contexte, le conseil d'administration de la BCL a décidé de maintenir son taux directeur à 25%.

Hausse du niveau des créances douteuses dans le secteur bancaire au 1^{er} trimestre 2021

Lors du comité de politique monétaire tenu les 19 et 20 mai 2021, la Banque Centrale du Libéria (BCL) a constaté une hausse du taux de créances douteuses dans le secteur bancaire à hauteur de [26,9% de l'encours de prêts au 1^{er} trimestre 2021](#) (soit une hausse de 5,7 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent). Par conséquent, la BCL a décidé de renforcer son engagement auprès des banques commerciales afin d'atténuer les risques de créances douteuses et de soutenir la stabilité du système financier.

Le ministère des Finances soumet son budget pour les 6 prochains mois dans le cadre d'un changement d'année fiscale

Le ministre des Finances et de la planification du développement a présenté à l'assemblée nationale libérienne [un budget spécial de 301,5 M USD](#) pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021. L'année fiscale effective, étalé entre les 1^{er} juillet et 30 juin, passera désormais à une année fiscale calquée sur l'année civile (1^{er} janvier – 31 décembre) à partir du 1^{er} janvier 2022.

Mauritanie

Le génie militaire remporte 2 contrats publics pour un montant de 10,5 M USD

[Le génie militaire a remporté deux nouveaux contrats publics pour un montant de 10,5 M USD.](#)

Le premier marché concerne une station de dessalement de l'eau de mer à Nouadhibou, la capitale économique du pays. Le 2^{ème} est relatif à l'installation d'une station de traitement de l'eau de surface à Boghé, une localité agro-pastorale située dans le sud-ouest du pays. Depuis août 2019, le génie militaire a remporté plusieurs marchés publics pour un montant global de 25 M USD, dont notamment la réfection du stade

municipal de Nouadhibou et la mise à niveau des stades qui ont accueilli la Coupe d'Afrique des nations de football des moins de 20 ans.

Un don de 3,6 M EUR de la BAfD pour appuyer la gouvernance économique et la gestion des investissements

[La Banque Africaine de Développement a approuvé un don de près de 3,6 M EUR pour soutenir le projet d'appui à la gouvernance économique et à la gestion des investissements \(PA2GI\)](#). Le PA2GI a pour objectifs d'appuyer les agences et structures publiques et parapubliques chargées de la promotion des investissements privés, de mettre à la disposition des entreprises des experts en médiation et arbitrage, d'accompagner la réforme du code des marchés publics et d'appuyer la gouvernance foncière et fiscale grâce à un appui à la direction générale des domaines et du patrimoine de l'État et à la direction générale des impôts.

🇳🇮 Niger

145 M EUR de financement dédié au Programme Indicatif de Coopération 4

Lors d'une visite de travail le 19 mai 2020, le Président nigérien et le gouvernement Luxembourgeois ont signé [le 4^{ème} Programme Indicatif de Coopération \(PIC 4\)](#) d'un montant de 144,5 M EUR. Pour rappel, le PIC 3 a débuté en 2016 et s'est achevé en 2021 avec un coût total de 114 M EUR. Le nouveau PIC a pour ambition l'amélioration de la fourniture et de l'accès à des services sociaux de base (eau, assainissement, santé, éducation) de qualité pour les plus vulnérables. Un focus est prévu sur les femmes et les jeunes, leur intégration socioéconomique, l'accès à la formation professionnelle et au crédit étant essentiels pour leur autonomisation. Le deuxième objectif stratégique du PIC 4 visera à soutenir les autorités nigériennes en termes de gouvernance, plus particulièrement dans la fourniture, de manière inclusive, des services sociaux de base et la gestion des dépenses publiques.

GoviEx Uranium démarre son programme de forage à Madouela

[La société canadienne GoviEx Uranium a annoncé le 25 mai 2021 avoir démarré le programme de forage en lien avec le projet uranifère de Madaouela](#), localité située à 10 km d'Arlit. Le programme conçu pour couvrir les infrastructures, les résidus, les études géotechniques et la confirmation de l'approvisionnement en eau de l'étude de pré faisabilité déjà réalisée, devra durer cinq mois. Les travaux ont été confiés à l'entreprise locale ESAFOR et à FORACO NIGER, la filiale nigérienne du groupe français Foraco International. L'uranium constitue l'un des principaux produits d'exportation du Niger, avec des recettes en devises estimées à 134,4 Mds FCFA (204,9 M EUR) en 2021, soit près d'1/4 des exportations du pays.

🇸🇳 Sénégal

80 Mds FCFA de la Banque mondiale pour soutenir les MPME

La Banque mondiale a approuvé, le 21 mai, [un financement de 80 Mds FCFA \(122 M EUR\) destiné au programme pour l'amélioration de la compétitivité et la création d'emplois du Gouvernement](#). Il prévoit notamment la mise en place (i) d'un système de garantie partielle de crédit, (ii) d'un dispositif d'accès aux financements à long terme et (iii) des subventions de contrepartie pour l'adoption de technologies et l'amélioration de la productivité des entreprises.

Don de 2,2 M EUR du Japon en faveur de la pêche

Le 25 mai 2021, le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et l'Ambassadeur du Japon au Sénégal ont procédé à [signature d'un Echange de Notes relatif à une subvention de 300 M Yen \(2,2 M EUR\), destinée à la fabrication de pirogues en fibre de verre](#). Cet appui participe au financement d'un programme de modernisation

de la pêche artisanale et dont l'un des principaux axes est le remplacement des pirogues en bois par des pirogues en fibre de verre, réputées plus avantageuses. Par ailleurs, dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20/Club de Paris, le Japon a accordé à l'Etat du Sénégal un moratoire de paiement du service de la dette bilatérale, portant sur un [montant de 93,8 M FCFA](#) (143 K EUR).

Sierra Leone

Hausse de l'inflation en avril

[L'inflation s'est établie à +9,6% en g.a. en avril 2021](#), contre +9% le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires (+15,6% en g.a.) et des vêtements et chaussures (+13,8). Elle a été légèrement atténuée par la baisse des prix des postes de santé (-3,3% en g.a.) et des restaurants et hôtels (-0,5 % en g.a.).

Lancement d'un projet de GeoData pour les ressources minérales

Le 24 mai 2021, le Président sierra léonais a procédé au lancement du projet de localisation par GeoData des ressources minérales sierra-léonaises, proposé par l'Agence Nationale des Minéraux (ANM) et financé par la Banque Mondiale (BM). Ce programme aura pour objectif d'augmenter la visibilité et l'attractivité du pays

auprès des investisseurs internationaux. Pour rappel, le secteur minier représentait en 2020 environ 30% du PIB de la Sierra Leone.

Togo

11 M USD pour le renforcement de la connectivité

La Banque mondiale a approuvé [un financement additionnel de 11 M USD](#), destiné à améliorer la connectivité et l'économie numérique. Il permettra notamment de finaliser la construction du centre d'hébergement et de colocation neutre et ouvert « Carrier Hotel », d'un coût initialement estimé à 22,3 M USD, dont les travaux ont été lancés en janvier 2019. Ce centre sera consacré à l'achat et la revente de capacités de bande passante internationale sur le marché de gros du haut débit. Aussi, le financement permettra de finaliser la stratégie « Togo Numérique 2025 » du gouvernement. Il s'inscrit dans le cadre de la seconde phase du Programme pour une infrastructure de communications régionale en Afrique occidentale (WARCIP) destiné à combler les déficits de connectivité en Afrique de l'Ouest.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtresor.gouv.fr